

gent que le nouveau monde a fournies à l'ancien, mais uniquement par le nouveau marché qu'il a ouvert aux marchandises européennes, et par les nouveaux perfectionnements de l'industrie que cette immense extension de l'échange a suscités. J.-B. Say se trompe à son tour quand il affirme que l'abondance des métaux précieux ne saurait rendre un pays plus riche en accroissant la quantité de monnaie métallique qui y circule; que cette quantité est complètement indifférente; que la masse du numéraire d'un pays ne fait pas partie de ses capitaux. Il y a autre chose dans la *balance du commerce* qu'une idée populaire née d'une figure de rhétorique. Adam Smith et J.-B. Say ont eu le tort de méconnaître le besoin de première nécessité auquel répondent l'or et l'argent en leur qualité d'intermédiaires obligés des échanges, besoin dont les variations deviennent une cause spéciale de hausse et de baisse pour le prix des métaux précieux, besoin que l'accroissement des relations commerciales tend à développer et qui confère à ces métaux, suivant l'expression de Proudhon, une véritable royauté économique. Instrument d'échange universel, en possession d'un marché immense toujours ouvert et qui ne dépend pas des accidents commerciaux de tel pays, l'argent n'est pas, comme l'a dit Adam Smith, un produit, *un ustensile comme un autre*; c'est le grand ressort du mouvement économique. Un économiste américain distingué, M. Carey, a pu dire, presque sans exagération, que « les métaux précieux sont au corps social ce que l'air atmosphérique est au monde physique, que tous deux fournissent l'instrument de la circulation, et que la dissolution du corps physique en ses éléments, lorsqu'il est privé d'air, n'est pas plus certaine que la dissolution de la société lorsqu'elle est privée de monnaie métallique. » En devenant plus abondant dans un pays, dit J.-B. Say, l'argent ne fait que s'y déprécier. Cette dépréciation, répondrons-nous, n'est nullement nécessaire, parce que le besoin auquel répond la monnaie métallique est susceptible de beaucoup de développement, et que l'accroissement du numéraire chez un peuple dont aucune cause morale, politique, religieuse, n'atrophie, ne paralyse les facultés, entraîne naturellement un accroissement d'échange, de division du travail, de capitalisation et de population. Quand, à partir de 1848, les mines de la Californie, puis, à partir de 1851, celles de l'Australie sont venues verser de 2 à 3 cents millions chaque année, les disciples de J.-B. Say et d'Adam Smith n'ont pas manqué de dire que l'or allait se déprécier; beaucoup d'écrits ont été publiés dans ce sens par des hommes considérables et dont l'opinion fait autorité. Cependant le résultat a été tout autre. Si le numéraire a augmenté, les besoins de numéraire ont augmenté encore davantage, parce que les relations commerciales ont pris plus d'importance, parce que les transactions se sont multipliées. La vérité est que, dans les mines d'or et d'argent de Californie et d'Australie, il faut voir une des causes de la prospérité industrielle et commerciale de l'Europe et du nouveau monde depuis un certain nombre d'années.

Nous reviendrons ailleurs sur cette question de la *balance du commerce*, qui se rattache, comme on voit, à celle de la *monnaie* et qui rentre dans celle de la *protection*. (V. LIBRE-ÉCHANGE.) Nous nous bornerons ici, en terminant, à opposer à l'autorité de Smith et de Say, celle de F. List et de Proudhon. Après la thèse, l'antithèse.

F. LIST. (*Système national d'économie politique*). Si l'expérience du dernier quart de siècle a prouvé en partie l'exactitude des principes professés par les libre-échangistes, en opposition aux maximes de ce qu'on appelle le système mercantile, touchant la circulation des métaux précieux et la *balance du commerce*, elle a, d'un autre côté, mis en lumière de graves erreurs de la théorie dans cette question. L'expérience a montré plus d'une fois, notamment en Russie et dans l'Amérique du Nord, que chez les peuples agriculteurs, où les fabriques essuient la libre concurrence des pays parvenus à la suprématie manufacturière, la valeur des objets manufacturés qui s'importent surpasse souvent, dans une proportion énorme, celle des produits agricoles exportés, et qu'il en résulte parfois tout à coup un écoulement extraordinaire des métaux précieux qui porte le trouble dans l'économie de la nation, surtout si les transactions intérieures de celle-ci reposent en majeure partie sur une circulation de papier qui occasionne chez elle de grandes catastrophes. La théorie libre-échangiste soutient qu'on se procure les métaux précieux comme toute autre marchandise; qu'il importe peu, au fond, que la quantité des métaux qui se trouvent dans la circulation soit grande ou petite, puisque c'est le rapport des prix entre eux qui détermine la cherté ou le bon marché d'une marchandise; qu'une différence dans le cours du change opère comme une prime d'exportation au profit des marchandises du pays qui la momentanément contre lui; que, par conséquent, la circulation monétaire et l'équilibre entre les importations et les exportations, de même que tous les autres rapports économiques du pays, ne sauraient être plus sûrement et plus avantageusement réglés que par la nature des choses. Ce raisonnement est d'une parfaite justesse à l'égard du commerce intérieur; il est applicable aux relations entre deux villes,

entre la ville et la campagne, entre deux provinces du même Etat... Mais c'est contredire ouvertement l'expérience que d'admettre que dans l'état actuel du monde, il en soit de même du commerce international... Un peuple ne saurait être rassuré par cette thèse de la théorie qu'il importe peu que les métaux précieux circulent en grande ou en petite quantité, qu'on ne fait qu'échanger des produits contre des produits, et qu'il est indifférent pour l'individu que cet échange s'opère avec beaucoup ou avec peu d'espèces. Nul doute qu'il importe peu au producteur ou au propriétaire d'un objet que son produit ou sa propriété vaille cent centimes ou cent francs si avec les cent centimes il peut se procurer les mêmes satisfactions qu'avec les cent francs. Mais des prix bas ou élevés ne sont indifférents qu'autant qu'ils restent longtemps tels qu'ils sont. Si les fluctuations de prix sont fréquentes et fortes, si s'ensuit de graves dérangements dans l'économie des individus comme dans celle de la société... Plus la hausse et la baisse des prix sont fortes, plus les fluctuations sont répétées, et plus la condition économique et, au particulier, le crédit, sont affectés. Nulle part ces effets désastreux d'un afflux ou d'un écoulement extraordinaire des métaux précieux ne se révèlent avec plus d'éclat que dans les pays qui, pour leur approvisionnement en objets manufacturés et pour le débouché de leurs produits agricoles, dépendent entièrement de l'étranger, et dont le commerce est en grande partie fondé sur une circulation en papier. On sait que la quantité de billets de banque qu'un pays peut mettre et conserver en circulation se règle sur celle des espèces qu'il possède. Chaque banque étend ou restreint sa circulation en papier et ses opérations dans la mesure des sommes de métaux précieux qui se trouvent dans ses caves. Si elle est abondamment pourvue en numéraire, soit de son capital, soit des dépôts qu'elle reçoit, elle accordera des crédits plus considérables et permettra ainsi à ses débiteurs d'en faire de plus larges : de là un accroissement de la consommation et une hausse de prix, particulièrement de la valeur de la propriété foncière. Si, au contraire, elle se dégarrit de métaux précieux dans une proportion sensible, elle limitera ses crédits et déterminera ainsi un resserrement et des crédits et des consommations chez ses propres débiteurs et chez les débiteurs de ceux-ci, et ainsi de suite. Par conséquent, un écoulement extraordinaire des espèces a pour effet de jeter la perturbation dans tout le système du crédit, dans le commerce de toutes les marchandises et de toutes les denrées, et surtout dans le prix en argent de toutes les propriétés foncières...

Evidemment, la théorie régnante est tombée dans l'extrême opposé aux erreurs de ce qu'on appelle le *système mercantile*. Sans doute, on avait tort de prétendre que la richesse des nations ne consiste qu'en métaux précieux; qu'une nation ne peut s'enrichir qu'en exportant plus de marchandises qu'elle n'en importe, de manière à effectuer la *balance* en important des métaux précieux. Mais la théorie régnante se trompe aussi quand elle soutient que, dans l'état actuel du monde, la quantité de métaux qui circulent dans un pays n'importe nullement, que la crainte d'en posséder trop peu est frivole, qu'il faudrait encourager leur exportation plutôt que leur importation, etc....

Tant que des nationalités séparées subsistent, la prudence commande aux grands Etats de se préserver, au moyen de leur politique commerciale, de ces fluctuations monétaires et de ces révolutions dans les prix qui bouleversent toute leur économie intérieure; et ce but ne sera atteint que par un exact équilibre entre l'industrie manufacturière du pays et son agriculture, entre ses importations et ses exportations....

Il est manifeste que la théorie régnante n'a pas distingué, dans le commerce international, la possession des métaux précieux de la faculté de disposer de ces métaux. Déjà, la nécessité de cette distinction apparaît dans les relations privées: Personne ne veut conserver l'argent, chacun cherche à s'en défaire aussi promptement que possible; mais chacun travaille à pouvoir disposer en tout temps de la somme dont il peut avoir besoin. L'indifférence pour la possession des espèces se mesure partout sur le degré de l'opulence. Plus l'individu est riche, moins il tient à la possession effective des espèces, pourvu qu'il puisse disposer à toute heure de celles qui se trouvent dans les caisses des autres. Plus il est pauvre, au contraire, moins il est en mesure de disposer de l'argent placé dans des mains étrangères, et plus il doit s'appliquer avec soin à garder une réserve. Il en est de même chez les nations industrielles et chez les nations sans industrie.... Lorsqu'un écoulement extraordinaire de l'argent a lieu chez des nations purement agricoles, la situation de ces nations est loin d'être aussi favorable que celle d'un pays où l'industrie est très-développée; les moyens qu'elles possèdent de se procurer les espèces dont elles ont besoin sont bornés, non-seulement par la faible valeur échangeable de leurs produits agricoles, mais aussi par les obstacles que les tarifs étrangers mettent à l'exportation de ces denrées. Elles ressemblent à l'homme pauvre qui ne peut pas tirer de lettre de change sur ses correspondants, sur lequel il en est tiré, au contraire, lorsque le riche est dans l'embar-

ras, et qui, par conséquent, ne peut considérer comme sa propriété ce qui est entre ses mains....

Le degré différent de puissance d'échange dans les divers objets a été négligé par l'école libre-échangiste dans son étude du commerce international, tout autant que la faculté de disposer des métaux précieux. Si nous examinons sous ce rapport les différentes valeurs qui se trouvent dans le commerce, nous remarquons qu'un grand nombre d'entre elles ont été fixées de telle manière qu'elles ne sont réalisables que sur place, et même que leur vente est accompagnée des plus grands frais, ainsi que des plus grandes difficultés. Elles comprennent plus des trois quarts de la richesse nationale, notamment les biens immeubles et les instruments qui y sont attachés.... Après les valeurs attachées à une localité, les produits agricoles, si l'on en excepte les denrées coloniales et un petit nombre d'articles d'un grand prix, possèdent, dans le commerce international, la moindre puissance d'échange. Les produits fabriqués d'un usage général ont une puissance d'échange incomparablement supérieure et qui se rapproche de celle des métaux précieux. L'expérience de l'Angleterre montre que, lorsque de mauvaises récoltes provoquent des crises monétaires, une exportation plus considérable de produits des manufactures, ainsi que des actions et des effets publics étrangers, dont la possession est évidemment le résultat de *balances* favorables déterminées par des envois de produits fabriqués, met entre les mains de la nation manufacturière des lettres de change portant intérêt sur la nation agricole, lettres qui, dans un besoin extraordinaire de métaux précieux, peuvent être tirées avec perte, il est vrai, pour le particulier détenteur, comme se vendent les produits fabriqués lors d'une crise monétaire, mais avec un immense profit pour la nation dont la prospérité économique se trouve ainsi maintenue.

Bien que l'école libre-échangiste ait fort maltraité la doctrine de la *balance du commerce*, les observations qui précèdent nous encouragent à exprimer ici l'opinion qu'entre de grandes nations indépendantes, il existe quelque chose comme une *balance du commerce*; qu'il serait dangereux pour de grandes nations d'être longtemps dans un désavantage marqué sous ce rapport, et qu'une sortie considérable et continue des métaux précieux y entraînerait de graves révolutions dans le système de crédit et dans les prix. Nous sommes loin de vouloir réchauffer la doctrine de la *balance du commerce*, telle que l'entendait ce qu'on appelle le *système mercantile*, et de prétendre qu'une nation doive mettre obstacle à l'exportation des métaux précieux, ou qu'elle ait à tenir un compte sévère avec chaque pays en particulier, ou que, dans le commerce de grands peuples, il faille s'arrêter à quelques millions de différence entre l'importation et l'exportation. Ce que nous contestons est seulement ceci : qu'une nation grande et indépendante puisse, ainsi que le prétend Adam Smith, *importer chaque année sensiblement plus de valeurs en produits du sol et des fabriques qu'elle n'en exporte; voir diminuer chaque année la quantité de métaux précieux qu'elle possède, et y substituer une circulation de papier; qu'elle puisse enfin contracter envers une autre nation une dette toujours croissante, et cependant devenir de plus en plus prospère*. C'est uniquement cette thèse, soutenue par Adam Smith et reproduite par son école, que nous déclarons cent fois contredite par l'expérience, contraire à la nature des choses bien observées, absurde, en un mot, pour rendre à Adam Smith l'expression énergique que lui-même emploie. Bien entendu, il ne s'agit pas ici des contrées qui produisent elles-mêmes avec avantage les métaux précieux, et où, par conséquent, l'exportation de ces articles présente tout à fait le caractère d'une exportation de produits fabriqués. Il n'est pas non plus question de cette différence dans la balance commerciale qui doit nécessairement se produire, lorsque la nation évaluée les objets, tant exportés qu'importés, d'après les prix de ses places maritimes. En pareil cas, il est évident que ses importations doivent excéder ses exportations de tout le montant des profits de son commerce, et cette circonstance est tout à son avantage. Encore moins contesterons-nous que, dans certains cas extraordinaires, la supériorité de l'exportation dénote des pertes plutôt que des gains, par exemple, lorsque des valeurs ont péri dans un naufrage. L'école libre-échangiste a tiré habilement parti de toutes ces illusions, résultat d'une appréciation étroite de comptoir, pour nier aussi les inconvénients d'une disproportion effective, persévérante, énorme, entre les importations et les exportations d'un grand pays, d'une disproportion exprimée par des chiffres considérables, comme pour la France en 1786, pour la Russie en 1820 et 1821, et pour l'Amérique du Nord après l'acte de compromis.

PROUDHON (*Système des contradictions économiques*). L'argent est la marchandise qui sert d'instrument aux échanges, c'est-à-dire la marchandise-princesse, la marchandise par excellence, celle qui est toujours plus demandée qu'offerte, qui prime toutes les autres, acceptable en tout paiement, et par suite devenue représentative de toutes les valeurs, de tous les produits, de tous les capitaux possibles. En effet, qui a marchandise n'a pas

encore pour cela richesse; il reste à remplir la condition d'échange, condition périlleuse, comme l'on sait, sujette à mille oscillations et à mille accidents. Mais qui a monnaie a richesse; car il possède la valeur à la fois la plus idéalisée et la plus réelle; il a ce que tout le monde veut avoir; il peut, au moyen de cette marchandise unique, acquérir quand il voudra, aux conditions les plus avantageuses et dans l'occasion la plus favorable, toutes les autres; en un mot, il est par l'argent maître du marché....

Les partisans du système mercantile n'étaient pas autre chose que des partisans de la prérogative de l'argent. On a dit, répété, imprimé qu'ils ne considéraient comme richesse que le métal. Calomnie pure. Les mercantilistes savaient aussi bien que nous que l'or et l'argent ne sont pas la richesse, mais l'instrument tout-puissant des échanges, par conséquent le représentant de toutes les valeurs qui composent le bien-être, un talisman qui donne le bonheur. Et la logique ne leur a pas fait défaut, non plus qu'aux peuples, quand par synecdoche, ils ont appelé richesse l'espèce de produit qui, mieux qu'aucun autre, condense et réalise toute richesse....

Say prétend qu'entre les nations l'argent n'a pas les mêmes effets qu'entre les particuliers. Je nie positivement cette proposition, que Say n'a émise que parce qu'il ignorait la vraie nature de l'argent. Les effets de l'argent, bien qu'ils se produisent entre les nations d'une manière moins apparente et surtout moins immédiate, sont exactement les mêmes qu'entre simples particuliers. Supposons le cas d'une nation qui achèterait sans cesse de toutes sortes de marchandises, et ne rendrait jamais en échange que son argent.... Qu'arriverait-il? Que, la partie du capital de cette nation qui consiste en métaux précieux s'étant écoulée, les nations vendeuses en renverraient à la nation acheteuse, moyennant hypothèque, ce qui veut dire que cette nation, comme les colétaires romains destinés de patrimoine, se vendra elle-même pour vivre....

On répond que l'argent se faisant rare d'un côté, abondant de l'autre, il y aura reflux des capitaux métalliques des nations qui vendent à la nation qui achète; que celle-ci pourra profiter du bas prix de l'argent, et que cette alternative de hausse et de baisse ramènera l'équilibre. Mais cette explication est dérisoire; l'argent se donnera-t-il pour rien, au nom de Dieu? Toute la question est là. Si faible, si variable que soit l'intérêt des sommes empruntées, pourvu que cet intérêt soit quelque chose, il marquera la décadence lente ou rapide, continue ou intermittente du peuple qui, achetant toujours et ne vendant jamais, s'aviserait d'emprunter sans cesse à ses propres marchands....

Lorsque les économistes disent que, si l'argent est rare dans un pays, il y revient appelé par la hausse, je réponds que c'est précisément la preuve que ce pays s'aliène, et que c'est en cela que consiste la *désertion* de son capital. Et lorsqu'ils ajoutent que les capitaux métalliques accumulés sur un point par une exportation supérieure, sont forcés de s'expatrier ensuite et de revenir sur les points vides afin d'y chercher de l'emploi, je réplique que ce retour est justement le signe de la déchéance des peuples importateurs, et l'annonce de la royauté financière qu'ils ont aliénée sur eux....

Est-il indifférent pour une nation de vivre en travaillant ou de mourir en empruntant?.... Peuples importateurs, peuples exploités: voilà ce que savent à merveille les hommes d'Etat de la Grande-Bretagne, qui, ne pouvant imposer par la force des armes leurs produits à l'univers, se sont mis à creuser sous les cinq parties du monde la mine du libre commerce....

Les économistes n'ont pas vu que la protection était le résultat, non d'une subversion transitoire, d'un accident anormal, mais d'une cause réelle et indestructible, qui oblige les gouvernements et qui éternellement les obligera. Cette cause, qui réside dans l'inégalité des instruments de production et dans la prépondérance de la monnaie sur les autres marchandises, avait été aperçue des anciens: l'histoire n'est pleine que des révolutions et des catastrophes qu'elle a produites. D'où est venue, dans les temps modernes et au moyen âge, la fortune des Hollandais, la prospérité des villes anséatiques et lombardes, de Florence, de Gènes et de Venise, si ce n'est des différences énormes réalisées à leur profit par le commerce qu'ils entretenaient sur tous les points du monde? La loi d'équilibre leur était connue: l'objet constant de leur sollicitude, le but de leur industrie et de leurs efforts, fut toujours de la violer. Est-ce que toutes ces républiques, par leurs relations avec des peuples qui qui n'avaient à leur donner, en échange de leurs étoffes et de leurs épices, que de l'argent et de l'or, ne se sont pas enrichies? Est-ce que, du même coup, les nations qui formaient leur clientèle n'ont pas été ruinées? N'est-ce point à dater de cette époque que la noblesse de race est tombée dans l'indigence et que la féodalité a pris fin?.... Remontons le cours des âges: qui fonda l'opulence de Carthage et de Tyr, si ce n'est le commerce, le commerce, c'est-à-dire ce système de factoreries et d'échanges, dont les comptes se balançaient toujours, en faveur de ces spéculateurs détestés, par une masse métallique enlevée à l'ignorance et à la crédulité des barbares.